

MOUVEMENT ASSOCIATIF À TIZI-OUZOU

Kabylie Solidarité se redéploie

En attendant le tour des autres communes de la wilaya de Tizi-Ouzou, Bouzeguène fut, vendredi dernier, la première étape de la phase de restructuration de Kabylie Solidarité, une association de wilaya à vocation sociale et humanitaire créée officiellement en 2005, et qui envisage de créer des sections à travers l'ensemble des 67 communes de la wilaya en vue de mettre en œuvre ses objectifs sociaux.

Fraîchement revenu de Genève en Suisse où il a assisté à une rencontre internationale sur la lutte contre le racisme, c'est le président de l'association Rabah Issadi qui a présidé l'AG, portant installation de l'annexe communale de Bouzeguène avec à sa tête Boukella Mouloud.

L'AG à laquelle a assisté la commission sociale de l'APC fut l'occasion pour l'orateur de décliner les objectifs de Kabylie Solidarité. Statutairement, cette association a essentiellement pour objectifs l'aide et l'orientation des personnes déshéritées, l'aide et l'orientation à la formation et

information aux personnes en difficulté, l'organisation de campagnes d'alphabétisation des femmes au foyer ainsi que des publications diverses pour aider à la prise de conscience de l'éducation infantile.

Philosophiquement, elle aura pour devoir de fédérer les synergies et favoriser tout ce qui peut révéler les citoyens les uns aux autres.

Sur un plan plus large, elle aura, comme avoué par le président, à convaincre de la nécessité de dépasser les frontières nationales, confessionnelles et culturelles pour travailler à la paix. L'association aspire, en effet, à une société de justice, de

paix et de solidarité humaine, comme elle lutte contre les différentes formes de violence, d'exploitation et d'injustice et contre les réseaux d'oppression idéologiques, sexistes, politiques, culturels et économiques. Elle soutient, enfin, toutes celles et ceux qui veulent prendre en main leur histoire pour organiser collectivement une société responsable et libératrice.

Raisons qui ont amené le président à dire, lors des débats, que pour changer le visage des communes au plan social et se battre pour les valeurs sans attendre de reconnaissance comme le font les associations festives et conjoncturelles, Kabylie Solidarité entend se soustraire à l'assistanat et plaider pour de nouveaux rapports avec les pouvoirs publics pour se mettre en phase avec les exigences de l'ère de la mondialisation.

Ambitieuses à souhait, l'association et ses structures

communales autonomes, et autres cellules sociales villageoises qui en découleront, auront pour missions de venir à bout du marasme social sous toutes ses formes en aidant à avoir le maximum de projets sociaux.

Disposant au sein de la structure mère d'avocats, de médecins, de juristes et autres éducateurs, l'association entend prêter aide et assistance à toute personne dans le besoin, citant en cela quelques exemples vécus.

En conclusion, et en réponse aux questionnements des présents, le président soutient que les moyens que compte mettre en œuvre son association pour venir à bout des problèmes qui ne manqueront pas de se dresser sur son passage sont la volonté, la détermination et l'organisation.

S. Hammoum

Les villageois ferment l'APC de la daïra de Tizi Gheniff

Les habitants d'une dizaine de villages (Aït Itchir, Ihetalen, Ibanbouthen...) ont procédé dans la journée du dimanche 21 juin à la fermeture du siège de l'APC du chef-lieu de la daïra de Tizi Gheniff. La cause : la pénurie d'eau qui perdure dans tout le versant nord de la région et qui leur rend la vie difficile.

En effet, ils étaient si nombreux à se rassembler devant le siège de l'APC avant même son ouverture, agités et fermement décidés à aller jusqu'au bout de leur action, qui, d'après leurs dires,

est stimulée par l'entêtement des pouvoirs publics quant au problème de cette substance vitale qui ne coule que rarement dans lesdits villages, «après que tous les écrits et déplacements des comités de village eurent été vaines», ont tenu à nous souligner les protestataires sur place.

La même source nous a indiqué que l'origine du problème n'est autre que des branchements pirates et illicites au niveau des quatre-chemins de la rentrée de Mkira par les habitants de Taka, et ce, directement de la conduite principale venant de Timezrit qui alimente les deux communes de la daïra de Tizi Gheniff, à savoir Mkira et le chef-lieu.

Cependant, les contestataires ne comptent pas s'arrêter là. Voulant à tout prix en finir avec ce problème, ils décident alors d'aller encore plus loin en fixant un ultimatum jusqu'à mardi aux responsables locaux pour trouver une solution, sinon l'APC et la daïra seront fermées et les routes principales bloquées, et ce, respectivement mardi, mercredi et jeudi prochains.

L'été s'annonce donc très chaud et pour les habitants et pour les responsables de la localité qui auront sûrement du pain sur la planche.

Tezkraat A.

SOUK-AHRAS

Rebondissement dans l'affaire du secteur sanitaire de Sedrata

L'épisode lié à l'affaire du secteur sanitaire Houari-Boumediène de la daïra de Sedrata dont laquelle sont inculpées 15 personnes, parmi lesquelles l'ex-directeur de cette structure hospitalière et cinq autres fonctionnaires et trois fournisseurs, vient de connaître de nouveaux rebondissements.

Un vrai scandale, rappelons-le, qui a nécessité plus de six mois d'enquête par les services de la Gendarmerie nationale qui ont travaillé d'arrache-pied pour passer au peigne fin le dossier. Ces investigations exhaustives sont étouffées par un rapport établi par un expert, les griefs retenus contre les mis en cause sont liés à la dilapidation de deniers publics, au faux et usage de faux, à la surfacturation, aux transactions

douteuses et l'attribution de projets entachée d'irrégularités. Des peines de prison ferme ont été prononcées à l'encontre des principaux accusés dans cette affaire qui a causé un préjudice estimé à près de 70 millions de dinars. Une peine de 2 ans de prison ferme a été requise mardi dernier par le représentant du ministère public contre l'ex-directeur du secteur sanitaire de Sedrata.

La même peine a été requise contre l'économe, le

responsable de la maintenance et le chef du magasin assortie d'une amende de 200 000 DA pour chacun, ainsi que trois ans de prison ferme contre un receveur et un agent d'administration, deux ans de la même peine pour les deux

fournisseurs et une année ferme contre quatre employés de cette structure hospitalière. Par ailleurs, nous venons de savoir que la prononciation des sentences a été mise en délibéré pour le 30 juin prochain.

Barour Yacine

Tentative de suicide d'un quinquagénaire

Une homme âgé de 44 ans a fait une tentative de suicide dans l'après-midi de mardi dernier vers 18h en se jetant du haut du 4^e étage d'un bâtiment situé à la cité Djenane Toufeh à Souk-Ahras ville. Selon nos sources, la victime présentant par plusieurs fractures a été évacuée aux urgences du Centre hospitalo-universitaire de Annaba Les services de sécurité ont ouvert une enquête.

B. Y.

INSPECTION DU TRAVAIL D'ORAN

«Informer les travailleurs sur leurs droits»

Une journée de formation et de sensibilisation a été organisée par l'inspection du Travail d'Oran, lundi, au niveau de son siège de wilaya.

Encadrée par un nombre d'inspecteurs du travail affiliés à ladite structure et s'adressant aux différents représentants des travailleurs, des syndicats et des patrons, cette journée avait pour objectif, expliquent des responsables de l'inspection, de discuter des divers thèmes et mécanismes relatifs à la prévention des conflits sociaux, notamment les conflits collectifs, ainsi que les termes de la loi 90-02 du code de travail.

Dans ce cadre, l'inspecteur du travail de wilaya, M. Ben Chouia Ahmed, a expliqué que «beaucoup de travailleurs ignorent toujours leurs droits de travail, malgré leur importance. Avec les journées de formation et de sensibilisation que nous organisons, nous essayons de mettre les différents acteurs dans le domaine du travail au courant des nouvelles réglementations et des amendements de lois en vigueur».

La prévention de la gestion des conflits collectifs a constitué l'axe essentiel de la journée dite de «vulgarisation». Dans ce sens, l'un des responsables de l'inspection de wilaya du Travail nous a expliqué que durant la séance animée le matin, «il a été essentiellement question d'informer les partenaires sociaux des différentes modalités de gestion des conflits et du rôle conciliateur de l'inspection du Travail», expliquant également qu'il existe deux moyens de gérer les conflits, dans le cas de l'échec de tentatives de conciliation entreprises par l'inspection, à savoir la médiation ou l'arbitrage, la médiation qui se fait par le biais d'une personne désignée par les deux partis en litige ou l'arbitrage réglementé par les textes de lois intégrées dans le nouveau code de procédure civile promulgué le mois d'avril dernier».

Par ailleurs, nous avons été informés qu'une brigade mixte composée d'inspecteurs, de travailleurs et de représentant de la Casoran a été mise sur pied afin de renforcer le travail des inspecteurs du travail déjà en activité.

Ben Aziz

SIDI-BEL-ABBÈS La déchéance humaine devant le CHU

Une jeune femme, la quarantaine à peine entamée, la face ravagée par les affres de la vie, a élu domicile dans le parc où se garent les voitures des visiteurs du CHU Hassani-Abdelkader de Sidi-Bel-Abbès. Son antre se trouve entre deux arbres qui marquent les limites de son territoire. L'inadmissible dans cette situation, qui a indigné plus d'un passant, est que cette malheureuse qui vit, plutôt survit, grâce à la charité des visiteurs lave son linge, ses cheveux, fait sa toilette avec les eaux usées quelle puise dans le réseau d'assainissement.

Des personnes indignées ont fait appel à nous afin d'interpeller les autorités concernées. «Il faut sauver cette SDF qui n'a pas toutes ses facultés mentales, sa santé physique est en danger. En plus de l'insalubrité dans laquelle elle évolue, elle est soumise hiver comme été aux agressions de la nature et les bêtes errantes. Le spectacle est d'autant plus choquant que cela se passe à proximité du CHU, un établissement de santé.

A. M.